

**L**a perspective qu'ouvre ce dossier, sur laquelle tous ses auteurs s'accorderont sans doute, pourrait tenir en quelques points.

Tout d'abord, l'université, particulièrement en Communauté française de Belgique, doit redéfinir son projet culturel. Elle ne peut plus se contenter de s'adapter vaille que vaille à un ensemble de pressions externes, principalement liées à la concurrence nationale et internationale, et de contraintes internes, essentiellement une baisse relative des ressources dans un contexte de démocratisation quantitative et de massification. Elle doit repenser ses finalités mêmes et sa place dans la société. Elle ne peut le faire de manière nostalgique, en cherchant l'impossible restauration du temps où elle pouvait se consacrer à une quête considérée comme désintéressée de connaissance au bénéfice d'une petite élite de privilégiés. Elle ne peut davantage se soumettre à la norme de la marchandise, de la concurrence et de l'utilité immédiate pour les entreprises et les pouvoirs publics en échange de leurs deniers. Elle doit cesser de se penser et d'agir comme une simple organisation obnubilée par ses propres problèmes de survie, d'allocation interne de ses ressources rares et d'adaptation défensive à son environnement. Elle doit se penser et agir comme une institution dont les finalités et les choix sont définis par une vision à la fois forte et lucide de sa place et de sa responsabilité dans une société qui n'est pas seulement en train de changer, mais qui a déjà changé. Le grand chantier de l'université doit être désormais de se ré-instituer.

Comme le montrent bien plusieurs textes de ce dossier, notamment grâce à la mise en évidence du contraste avec la Flandre, les universités francophones sont au cœur d'une double tourmente : celle qui touche toutes les universités européennes (et dont le processus de Bologne est à la fois un ressort et un révélateur) et celle qui touche singulièrement les universités de la Communauté française Wallonie-Bruxelles, avec sa configuration et ses compromis politico-institutionnels spécifiques.

Dans une société où la connaissance est le premier moyen de production et devient le principal facteur d'inégalité, le projet des institutions dont l'objet est

*de produire et de transmettre des savoirs ne saurait être autre chose qu'un projet de société et, disons-le clairement, un projet politique. Pour deux bonnes raisons au moins, le débat universitaire est un débat de société. Ce débat engage tout d'abord des questions d'intérêt général comme : la démocratisation, dont notre dossier montre toute la complexité ; la perpétuation ou la remise en cause de nos clivages institutionnels et culturels (les réseaux et les « piliers ») ; et, plus généralement, les orientations mêmes de notre « société de la connaissance ». Ensuite, et cela résulte en partie du point précédent, les universités ne peuvent, dans le double sens de ce verbe, se penser seules : elles en sont incapables et n'ont pas l'autorité pour le faire, puisque leurs finalités et leur destin s'inscrivent, de fait et de principe, dans le modèle culturel de la société en général et dépendent directement de choix politiques.*

*La chose est cependant mal partie si l'on en juge par l'état de forme et l'état d'esprit des principaux acteurs. Le professeur, figure tutélaire et collégiale de l'université-institution, est passé au second plan derrière le manager, qui incarne l'université-organisation. Dans un contexte de diminution drastique du taux d'encadrement, celui qui veut demeurer tout à la fois un enseignant au service de ses étudiants, un scientifique reconnu, un « bon collègue » qui prend sa part des tâches institutionnelles et un digne représentant de son institution dans les débats de société ne peut tout simplement plus faire face. Beaucoup sont carrément au tapis, dépassés par les événements, presque en état de faute professionnelle au regard de la multiplication des injonctions, qui viennent tantôt des autorités académiques tantôt des pouvoirs publics. Les moins altruistes s'en tiennent au programme minimum pour tout ce qui ne concerne pas leur promotion scientifique personnelle, reportant les tâches ingrates sur les collègues qui ont moins bien assimilé le sens du « challenge » en concurrence internationale.*

*Obligés de gérer la rareté des ressources, encouragés à se regrouper en académies et pôles d'abord, en plus grandes universités ensuite, les dirigeants universitaires n'en ont jamais fini avec les « réformes fondamentales ». Craignant l'impact croissant des rankings et autres évaluations internationales, ils visent à y positionner au mieux leurs universités et sont tentés de se plier à une conception de la qualité et de l'excellence basée sur un modèle élitiste où les exploits de scientifiques « de haut niveau » et les performances académiques d'étudiants triés sur le volet tendent à prévaloir sur la recherche du bien commun et de l'élévation générale du niveau. Au gouvernail en pleine tempête, ils se préoccupent plus du comment (une meilleure gouvernance) que du pourquoi et risquent de se couper d'un équipage de plus en plus méfiant à l'égard des grandes manœuvres ordonnées depuis la cabine de pilotage.*

À la suite du Mouvement des universitaires belges d'expression française (Mubef), dans les années soixante et septante, les étudiants ont certes marqué des points importants, en matière de participation notamment. Mais, au regard des enjeux actuels, ils semblent essentiellement réactifs. Conjugée aux restrictions en matière de moyens, la massification de l'université, qui compte une part croissante d'étudiants en situation matérielle difficile, les place sur la défensive. Le mouvement étudiant s'implique relativement peu dans des questions telles que la place même des étudiants dans la société et leur fonction sociale, la nature et les orientations des savoirs et des compétences qu'ils sont amenés à acquérir durant leur parcours universitaire ou les grands problèmes de société, comme les enjeux climatiques.

Manquant de vision sur l'enseignement en général et sur l'enseignement supérieur en particulier, les acteurs politiques se réservent un rôle minimaliste, consistant, pour l'essentiel, à répartir les moyens, rares, entre les universités et à encadrer leurs opérations de rationalisation et de regroupement. Les ministres successifs en Communauté française recherchent le consensus entre universités, évitant soigneusement les sources de conflit possibles. Parallèlement, ils multiplient les mesures et les directives qui ne coûtent rien et ne peuvent que trouver sympathie auprès du public et des étudiants, comme la possibilité pour ceux-ci de consulter leurs copies après les examens et, dernière en date, l'obligation pour les enseignants de mettre les supports écrits de leurs cours à disposition des étudiants de première année au plus tard vingt jours ouvrables après le début de l'activité d'enseignement. On existe comme on peut ! D'une certaine façon, l'Europe vient à point nommé comme nouveau discours édifiant et comme fuite en avant justifiant de nouvelles rationalisations et de nouvelles exigences sans moyens supplémentaires.

Ce dossier propose les repères les plus indispensables pour y voir clair et poser les problèmes. C'est pourquoi il décrit d'abord, de manière détaillée, l'historique et le contexte institutionnel et politique de la question universitaire en Communauté française (Michel Molitor). Il en décrypte les principales tensions et les principaux enjeux (Albert Bastenier). Il permet d'en mieux saisir les spécificités par contraste avec certaines tendances qui s'observent en Flandre (Jean-Émile Charlier, Sarah Croché et John Tallon). Il permet de mieux voir, dans la durée et avec le recul, le rôle des différents acteurs, en particulier les étudiants (Mathilde Collin). Il montre la complexité de la question centrale de la démocratisation de l'enseignement supérieur et, par là, la difficulté de mener une politique efficace à cet égard (Christian Maroy). Sur ce dernier point comme sur les autres, ce dossier fournit les préalables à l'élaboration d'une politique qui serait capable d'aller, avec lucidité, au cœur des problèmes. ■